

MESSEAGER DE TAIKI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATANITI 14. — N° 52.

TE VEA NO TAHITI.

Mahina mar 30 no Titira 1865.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Un an.....	18 fr.
Mois.....	10 fr.
Trois mois.....	10 fr.

Un bulletin: 10 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

AU BUREAU DES CONTRIBUTIONS,

Quai Neptune, au coin de la rue Bourgogne, à Papeete.

PRIX DES ANNONCES (en complément):

Les seules publicités régulières.....	20 c. la ligne.
Annonces de vente.....	10 c. la ligne.
Les annonces réservées se paient la moitié du prix de la première insertion.	

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Ordonnance portant organisation du service judiciaire taïtien. — Arrêté portant organisation du service judiciaire dans les États du Protectorat. — Ordonnance portant réglementation de la Justice taïtienne et nominations aux fonctions de juge à haute Cour. — Arrêtés déterminant la composition du personnel du service judiciaire; — composant la liste d'après laquelle les assesseurs du tribunal de première instance devront être nommés. — PARTIE NON OFFICIELLE. — Arrêté administratif. — Faits divers. — Mouvement commercial. — Movements de port. — Marché de l'épicerie. — Tableau d'abattage. — Announces.

PARTIE OFFICIELLE.

Papeete, le 30 décembre 1865.

Le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commandeur général aux îles de la Société, recevra lundi, 1^{er} janvier 1866, de 11 heures à midi, les visites officielles à l'occasion du renouvellement de l'anée.

POMARE IV, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire impérial.

Attendu que les lois taïtiennes en vigueur, ainsi que l'organisation des tribunaux spéciaux créées de les appliquer, ne répondent plus aux besoins du pays et de leur éloignement d'avancement ou les sujets du Protectorat sont aujourd'hui parvenus;

Constituant : 1^{er} qu'il devient indispensable d'imprimer aux actes de l'autorité judiciaire un caractère de stabilité qui rassure tous les intérêts;

2^e Que la propriété des terres ne reposent actuellement que sur des usages étrangers au droit français, il est juste, dans ces circonstances, de réservé exclusivement aux Taïtiens de prononcer dans les contestations y relatives;

3^e Que en ce qui concerne toutes autres questions d'intérêt prév, ainsi que les crimes, les délits; les contestations, il est urgent de recourir à une législation plus complète, et à une juridiction plus étendue, celle qui devra représenter l'élément taïtien lorsqu'un sujet du Protectorat est en cause, soit comme défendeur, soit comme plaignant;

Vu l'acte du Protectorat en date du 9 septembre 1812,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Les contestations entre indigènes du Protectorat, relatives au droit de propriété des terres, seront jugées par cinq huissiers du district où la terre en litige est située.

Ces huissiers seront désignés par le juge de paix de la circonscription auquel la contestation devra être portée.

Art. 2. Ce juge de paix dirigerà les débats, mais ne pourra pas participer à la délibération.

Il consignera la décision sur son registre spécial et la fera signer par les huissiers qui l'auront rendue.

Copie de cette décision sera par lui adressée au greffe du tribunal de première instance et au Secrétariat général dans la huitaine du jugement.

Il en délivrera aussi des copies aux intéressés qui les réclameront et les certifieront copie.

A la suite de toute contestation et lorsque le jugement sera déclaré définitif, les huissiers qui en auront connu procéderont au dépôt du terrain objet du litige.

Art. 3. Les décisions rendues par les cinq huissiers seront toutes susceptibles d'appel.

Cet appel ne pourra être interjeté dans les vingt jours qui suivront le prononcé de la décision en première ressort.

Il ne pourra plus l'être trente jours après l'expiration de ce délai.

L'acte d'appel sera constitué par une demande écrite adressée au président du tribunal de première instance, qui en fera délivrer récépissé par le greffier.

Art. 4. La décision arrêtée sur l'appel par cinq huissiers désignée par le président du tribunal de première instance et présidée par lui.

Un interprète assurera tiendre la plume.

Le président du tribunal de première instance dirigera les débats, mais ne prendra point part à la délibération.

Le procureur impérial près les tribunaux du Protectorat exercera les fonctions de ministère public près la commission d'enquête.

Art. 5. La commission d'appel s'assemblera dans les deux premiers mois de l'année, et si nécessaire, dans les trimestres, sur la convocation spéciale de la Reine et du Commissaire impérial. Elle sera saisie par la simple production de la décision rendue par les cinq huissiers.

Les conclusions de cette commission seront rendues à la pluralité des voix, en dernier ressort et sans appel.

Art. 6. Les parties en cause, ainsi que le président du tribunal de première instance, pourront se pourvoir en cassation devant S. M. la Reine et le Commissaire impérial, par l'intermédiaire de M. le Chef du service judiciaire, contre les jugements rendus par la commission d'appel, pour violation ou fausse application de la loi.

Le délai du pourvoi est fixé à trente jours à compter de celui du prononcé du jugement.

En cas d'acceptation du pourvoi, la cause sera portée devant une

nouvelle commission de cinq huissiers, dont ne pourront faire partie ceux qui auront déjà connu de l'affaire.

Tout pourvoi en cassation devra être accompagné d'un dépôt de cinquante francs.

La partie qui succombera sera passible d'une amende égale.

Art. 7. La preuve testimoniale sera toujours admise dans les contestations relatives aux propriétés territoriales, sauf le cas d'inscription devenue définitive ou de production par l'une des parties de preuve écrite émanant de la partie adverse et non déniée par elle.

La partie qui succombera sera condamnée aux frais et dépens, liquidés conformément à la loi établie par les lois françaises.

Art. 8. Les dépositions rendues en appel seront consignées dans deux registres sur un registre spécial.

Elles seront signées par tous les membres du tribunal, par le président et par le greffier, qui contiendra la traduction conforme.

Ce registre sera déposé au greffe du tribunal de première instance.

Copie des jugements sera adressée au Secrétariat général dans les huit jours qui suivront le prononcé du jugement.

Art. 9. Les huissiers et la commission d'appel prendront pour base de leurs décisions les droits établis par les lois taïtiennes et les règlements édictés aux tribunaux du Protectorat, jusqu'au conformément aux lois françaises d'après les règles de leur compétence respective.

Dans toutes les affaires où un indigène du Protectorat sera en cause, il sera en droit demander, soit en demandant, soit tribunaux s'adjointront un avocat indigène désigné par le président.

Cet avocat assistera avec voix consultative aux débats et à la délibération. Son avis sera mentionné dans le libellé du jugement, le tout à peine de nullité.

Art. 10. Le droit de grâce ou de commutation de peines à l'égard des Taïtiens condamnés pour crime ou délit commis au préjudice d'autres Taïtiens est et demeure réservé à la Reine.

Art. 12. Sont et demeurent réservées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance, qui sera publiée au Messager, insérée au Bulletin officiel des Établissements et soumise le plus promptement possible à l'assemblée législative indigène pour être convertie en loi du pays.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1865.

PONARE.

Le Correspondant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire impérial aux îles de la Société,

C^o de la BONCIERE.

POMARE IV le Arii vahine no te manu fenua Totaiate e te au mai, e te auvaia e Auvera e te Empera.

I te hio rau e, more atura te manu ture tahiti e vai manu nei ; e aote nioce hoi te huru o te fasta rai e te manu turi pa taé, e te hau pa hia e ihamana i tama manu ture ra, i au noe'e i te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu haerua, te hio hau sue ore, e paro matasi al te fumai te tasta 'ta."

— I te manu rau e, more atura te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

3^e Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

— I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

— I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

— I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

— I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

— I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

— I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

— I te manu rau e : "Te i're re nei el-sau-ta-in-tamu-nihi hia i nia i to manu obipa e rava his e te manu turi pa to i te fasta rai, te manu haerua rau e, te manu ture tahiti e te hanaro hia e te fehuia nei, e te huru maramerama hoi i manu e te manu tasta o te han Tamari u telenei anotau ;

Il fauvaus i se oia i te heboh ia tis fihia parau e anai mai ra, e c e fas-
to e, e fauhaus mai ia no le parau punu.
Il fauvaus raa mao maro ras ra, e more atua tei reiro obipa i horo
ras, e fauhaus ia tis fihia mao ras e oia i te fihia ras, tis fihia ras e oia i te fo-
mau i mao ras.

Ilava 3. Il fauvaus te horo ras i se manu obipa, i fahata hia e na

maro maro tis fihia ras. E ore i tsuus obipa ra e tis i horo hia i te fo-
mau i mao ras.

E ore atoa ho i tsuus i mairi na mabans e toru aburu mai to hope
tra mai i o a taha na mabans e piai aburu ra.

Ne roto hia tis horo ras i se ari ras, te papai hia 'ra i te pe-
retienni o te tiripuna matsumas, e nana e fiaue i te papai parau, e c
mou mai i te parau finiio no te tao ras, 'ra e tao horo hia i roto.

Ilava 4. E fahata hia tis fihia obipa i horo hia e na tootuhi toopee,
i mao hia e te peretenni o te tiripuna matsumas, e te peretenni
hia horo hia i roto.

Ne te peretenni o te tiripuna matsumas e basitafissoi i te parau
ras i taoa obipa ra, e ore atoa ra oca e nana mai i te umi bia i muri
an.

O te suuvaha 'ture i pihia hia i te manu tiripuna o te Hau Tamara
te i te obipa anvalua ture i pihia hia i te tiripuna horo ras.

Ilava 5. E haupaputu te tis fihia obipa i horo hia e na tootuhi sica-
toru, i mao i te piso ras a te i Arui vahine o te Aumaka o te Empera.
E faria hia mai i te horo hia i te fahate ras 'ra i te parau i fahata
hia e na tootuhi sica toru i se manu obipa e fahata hia e na tais
obipa, e haupapu a ia i te parau a te pacu rahi; e obipa fasoti ras
ras i e tis oia horo hia i horo hia.

Ilava 6. E tis e te taata ras e i te peretenni ho i te tiripuna
matsumas te horo i te Arui vahine a i te Avahua o te Empera,
na roto i te fahate i fahate i te manu obipa haupa ras, e fahate i te
manu obipa e ruve hia e te tiripuna horo ras, no i te fahipu ras hia i te
no i te fahipu orere ras hia o te ture.

E toru aburu mehania i haupapu hia no taoz horo ras ra, mai to
mairi na mabans e toru aburu mai to parau ras. E in fahia his taoz horo
ras ra, e nana hia i se reira obipa i mao i te horo tiripuna ap i amoi
mai i te taoz parau, e ore ra ratou tel i taoa obipa ra i te manu
tumas e fasoi hia mai.

La hora non hia's te hohi obipa e fahose ras, e atoa mai i na
fahose e piai aburu i tsia'.

E fasotu i te pacu i ere ra i te umu moi tei reira 'ra o te hohi
parau i te pacu atoa i fahia hia ra, o te fahia mai hia i na
i te fahie hia e na taoz ture fahani.

Ilava 7. E fahatu mai hia i te parau a te iito i roto i te manu obipa
maro van'euas ra; mai i te maja e, na sonnies i manu hia taoz
fahia ra, e us fahia mai sol i te fahie puni i te parau papu i te tao hia
mai i te taoz parau, e tel ore hia i patou hia e cam ra, e ore i te fahia

hia i te taoz parau.

E haupapu hia mai i te hohia no taoz manu fahia ras i te fahie
ras i te parau a te Papai parau rahi, i roto i na mabans, e van mai i te ravo ras
hia mai i taoa obipa ra.

Ilava 8. E fasotu i te hohi-fahia tei te tiripuna horo ras i te ratou
ra manu fahia ras i mao i te manu vali i fahia hia e na taoz ture
fahia, e te fahia ras i te reira te haumania ras taoz mag ture ras, horo
ras i te poro ras i te tenei fahia ras mania, e te manu obipa ras horo
ras i te fahia ras, i te manu vali atoa i te ore i fahate hia i te manu
ture ras.

E manu obipa e fahatu hia i tsia' e te fahia i rosa i muri se
i te haumania ras i tsia' o te fahia ras taoz ras i te fahia ras i te
fahia ras i te piai aburu ras.

Ilava 9. Te manu maro ras 'ra, ciha ra tei fahite hia i mao nei e
oia'ra hia i te baru rarahi, te baru hia i e, e fauhaus ras horo hia i te fahia ras

e te manu obipa ras, e hopoi hia i mao i te manu tiripuna o te Hau
Tamaru nei i te reira i tsuus manu obipa ras mai te i te ture fahani,
e maita haupapu i te horo i te obipa ras i te manu obipa ras.

I te manu obipa 'ra e oia i te horo ras, o oia i te parau atoa, e anoi atoa mai
i te manu obipa ras, i te horo ras, e te manu obipa ras i te fahia ras i te
fahia ras.

E fahate taoa Ilava Isuura i tei taoz manu i te ravo ras i te manu
obipa ra, e te manu obipa ras i muri se. E fahate bin tono manu i
roto i te parau i te horo ras, i ore i te fahipu i haupapu hia ras, e
ore i te manu obipa ras.

Ilava 10. Te manu maro ras 'ra, ciha ra tei fahite hia i mao nei e
oia'ra hia i te baru rarahi, te baru hia i e, e fauhaus ras horo hia i te fahia ras

e te manu obipa ras, e hopoi hia i mao i te manu tiripuna o te Hau
Tamaru nei i te reira i tsuus manu obipa ras mai te i te ture fahani,

e maita haupapu i te horo i te obipa ras i te manu obipa ras.

Rave hia i Papete, le 14 noitem 1863.

POMARE.

22 Janvier no te manu fahia formu i Oemania, te Aumaka
o te Empera i te manu fahia formu i Oemania,

C^o de LA RONCHERE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie,
Commissaire Impérial aux îles du Société,

Vu l'ordonnance de S. M. le Rêgne Pumare, en date du 14 décem-
bre 1863, attribuant aux tribunaux français du Protectorat la con-
naissance des crimes, délits ou contraventions commis par les Taiti-
ens, aussi bien que le règlement de leurs contestations ayant pour
objet des intérêts civils autres que celles relatives à la propriété des
terres;

Considérant que de la composition actuelle des tribunaux des
Etats du Protectorat il résulte des inconvénients divers, signalés
par l'expérience, susquels il convient de remédier par une règle-
mentation plus en rapport avec les besoins nouveaux de ces Etats
et le développement de leurs intérêts agricoles et commerciaux;

Vu les arrêts des 22 avril 1859, 30 juillet 1860 et 12 septembre
1861;

Vu l'acte du Protectorat du 9 septembre 1849;

En vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843 et du
décret du 14 janvier 1860;

Sur le rapport de l'Ordonnateur Chef du service judiciaire;

Le Conseil d'administration entendu;

AVOIS - ARRÊTE - ET ARRÊTONS :

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

ARTICLE 1^{er}. La justice sera administrée dans les Etats du Protec-
torat des îles de la Société par un tribunal supérieur, un tribunal
de première instance et des tribunaux de paix.

Art. 2. Les délits et les crimes qui compromettent la sécurité de
la colonie seront déferis aux conseils de guerre.

Art. 3. Les tribunaux réguliers de la justice au nom de l'Empereur
et du gouvernement du Protectorat, appliqueront les dispositions
du Code Napoléon et du Code de Commerce.

En matière de simple police, de police correctionnelle et en ma-
tière criminelle, ne pourront appliquer d'autres peines que celles
établies par la loi française.

Leur compétence s'étendra sur tous les habitants des îles dépen-
dant du Protectorat de la France, sans distinction d'origine ou de
nationalité.

Toutefois, les contestations entre les indigènes des Etats du Pro-
tectorat, relatives à la propriété des terres, seront soumises à la
juridiction spéciale mentionnée par l'ordonnance de la Reine en date
du 14 décembre 1863.

Art. 4. Dans toutes les affaires où un indigène sera en cause,
soit comme demandeur, soit comme défendeur, les juges s'adjoi-
dront un assesseur taïwan, désigné par le Chef du service judi-
ciaire.

Cet assesseur assistera, avec voix consultative, au débat et à la
délibération. Son avis devra être mentionné dans le libellé du
jugement. Le tout à puise des motifs.

Art. 5. Toutes citations, copies et pièces données à un indigène
du Protectorat devront, à peine de nullité, porter en marge la traduc-
tion en langage taïwanais, certifiée par un interprète asser-
nément.

La nullité de la citation sera toutefois couverte par la simple
comparaison de la personne citée.

Art. 6. Les lois, décrets, arrêtés et règlements promulgués dans
les Etats du Protectorat seront exécutés à Papete le lendemain de
leur publication ou journal officiel.

Celui sera augmenté:

De trois jours pour les districts de l'île Tahiti proprement dite,
de six jours pour les districts de la presqu'île de Taiarahu,

et dix jours pour ceux de Moorea.

Et de un mois pour les autres îles dépendant du Protectorat.

Art. 7. Les audiences des tribunaux de paix se tiendront le
samedi de chaque semaine.

Le tribunal supérieur, constitué en tribunal d'appel, tiendra ses
audiences le premier et le troisième jeudi de chaque mois.

Le tout sans préjudice du droit d'accorder des audiences extraor-
dinaires.

Les audiences comprennent à sept heures du matin.

Art. 8. Dans tous les cas où il y aura lieu d'augmenter les délais
à raison des distances, les délais seront augmentés dans la même
proportion que celle définie en l'article 6.

CHAPITRE II.

DES TRIBUNAUX DE PAIX.

Art. 9. Il y aura dans les Etats du Protectorat trois tribunaux
de paix, dont le siège sera situé à Papete, Taravao et Aanah.

Le canton de Papete, Taravao, Aanah, Matavai, Mahina, Papenoo et
celui de l'île Moorea et de l'archipel Tubuai.

Le canton de Taravao comprendra les districts de Taiare, Mahina,
Hitiua, Papete et ceux de la presqu'île de Tahiti.

Le canton d'Aanah comprendra toutes les îles Tuamotu.

Art. 10. Les juges de paix siégeront seuls, sans assesseurs, sauf
cas spécifiques en l'article 4 ci-dessus.

Art. 11. Les fonctions de ministre publics seront remplis par le commissaire de
simple police de Papete seront remplis par le commissaire de
police.

Dans les deux autres cantons, le juge de paix procédera au jugement
sans saisir le concours du ministre public. Les citations dans ces
cantons seront données à la requête du juge.

Art. 12. Le greffier des tribunaux assistera le juge de paix de
Papete. Dans les autres cantons, le juge siégera sans l'assistance
du greffier, et lors, quand il y aura lieu, les actes de la compétence
de ce dernier.

Art. 13. Les juges de paix seront autorisés à requérir les agents
de la force publique pour remettre les citations et pour les assister
à l'audience et dans toutes leurs opérations.

Art. 14. Les tribunaux réguliers de la justice administreront conformément
aux dispositions du Livre I^{er} du Code du Procédé civil et aux lois
qui régissent en France la compétence des justices de paix.

Toutefois, ils prononceront en dernier ressort, dans la limite de
cette compétence, jusqu'à la valeur de deux cent francs.

Art. 15. Les jugements rendus en matière de police pourront être attaqués
par la voie de l'appel lorsqu'ils prononceront un emprisonne-
ment ou lorsque les amendes, réstitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de cinquante francs, outre les dépens.

Art. 16. Sont réputées contraventions de police, etc., comme telles,
seules celles qui sont jugées par le juge de paix, contre les cas prévus au
Livre IV du Code pénal français, toutes les infractions aux arrêtés
locaux dont la sévérité n'excéderait pas dix jours d'emprisonnement
ou cent francs d'amende.

Art. 17. Les juges de paix recevront l'affirmation des procès-ver-
baux dressés en toute matière, lorsquels les lois et les arrêtés locaux
leur en auront spécialement attribué le droit.

la soumission, les parties, dans leurs cantons respectifs, les fonctions d'officier du paix et d'assassin transmettront une expédition d'acte qu'il sera dressé et dressé à l'officier de l'état civil de l'arrondissement où sera inscrite sur les registres du chef-lieu.

CHAPITRE III.

DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE.

Art. 16. Il y aura dans les Etats du Protectorat un tribunal de première instance, composé d'un juge et d'un greffier.

En cas d'empêchement, le juge sera remplacé par un officier ou fonctionnaire nommé par nous, sur la proposition du Chef du service judiciaire.

En matière civile, le tribunal connaîtra en dernier resort de toutes les demandes qui n'exéderont pas trois mille francs de valeur déterminée ou cent vingt francs de revenu, et à charge d'appel, de tous : les autres actions.

Toutefois, il prononcera en dernier resort sur toutes les demandes, quelle qu'en soit la valeur, lorsque les parties auront déclaré vouloir être jugées définitivement. Elles pourront en convenir jusqu'à la fin des débats.

Le tribunal connaîtra en dernier resort de l'appel des jugements rendus par des simples policiers, et de toutes les contraventions excédant la compétence du juge de paix ; et un premier resort seulement, de tous les délits commis.

Il statuera sur les demandes en déclaration de faillite, fera tous les actes conservatoires et autres prévus par le Code de Commerce, et connaîtra des contestations en matière commerciale lorsque les parties accepteront sa juridiction. Dans ce cas, il pourra s'adjointre deux juges auditeurs, choisis par le Chef du service judiciaire parmi les commerçants figurant dans le collège des assesseurs défini au chapitre V.

Lorsque, dans une affaire commerciale, les parties ne se seront pas accordées pour désigner le juge au tribunal de première instance, toute cause sera jugée par des arbitres choisis par les parties parmi tous les habitants, sans distinction d'origine et de nationalité.

En cas de dissensent sur le choix des arbitres, ils seront désignés d'office, à la requête de la partie la plus diligente, par le tribunal de première instance, qui, dans tous les cas, homologuera la sentence arbitrale.

Les jugements en matière commerciale seront en dernier resort quand les demandes en principal n'excéderont pas trois mille francs.

Art. 19. Le juge de première instance remplira les fonctions de juge d'instruction.

CHAPITRE IV. -

DU TRIBUNAL SUPÉRIEUR.

Art. 20. Il y aura dans les Etats du Protectorat un tribunal supérieur, composé du Chef du service judiciaire, président, et de deux juges choisis par nous parmi les membres du Conseil d'administration.

Le greffier du tribunal de première instance remplira les mêmes fonctions près le tribunal supérieur.

Art. 21. Comme tribunal d'appel, le tribunal supérieur connaîtra :
1° Tous les appels des jugements rendus par le tribunal de première instance en matière civile et commerciale et de police criminelle ;

2° Des demandes formulées par les parties ou par le procureur impérial en annulation de jugements de simple police pour incompétence, exercé de pouvoir ou violation de la loi.

Constitué en tribunal criminel, il connaîtra de toutes les affaires qui sont portées en France devant les Cours d'assises.

Dans ce dernier cas, le tribunal sera assisté de quatre assesseurs, désignés, par la voix du sort, sur une liste de trente nommés dressée chaque année par nos soins.

Les membres du tribunal supérieur et les assesseurs prononceront en commun :

Sur la position des questions,

Sur toutes les questions posées,

Et sur l'application de la peine.

Les membres du tribunal supérieur connaîtront exclusivement des incidents de droit ou de procédure qui s'éleveront avant l'ouverture ou dans le cours des débats.

CHAPITRE V.

DU COLLÈGE DES ASSESEURS.

Art. 22. Le collège des assesseurs du tribunal supérieur sera formé de trente nommés, choisis sur une liste dressée chaque année à cet effet, et pouvant comprendre les fonctionnaires et officiers, et les résidents français et étrangers ayant plus de quatre ans de séjour dans les Etats du Protectorat, ainsi que les Taitiens.

Art. 23. Les assesseurs du tribunal supérieur seront agés de 25 ans révolus.

Art. 24. Sont incapables d'être assesseurs :
1° Ceux qui ne possèdent pas de tout ou partie des droits politiques, civils et commerciaux ;

2° Les faillites non rehabilitées ;

3° Les interdits et ceux qui sont pourvus d'un conseil judiciaire ;

4° Ceux qui sont sous mandat de dépôt ou d'arrêt, ou en état d'accusation ;

5° Ceux qui ont été condamnés soit à des peines affligeantes ou infamantes, soit à des peines correctionnelles pour des faits de délit ou crime par la loi, ou pour délit de vol, d'escroquerie, d'abus de confiance, de concussion, de soustraction, ou pour des dépositaires publics, d'atteinte aux biens, d'outrage à la morale publique et religieuse, pour inscription aux dispositions des articles 418 et 419 du code pénal, et ceux qui, à raison de tout autre délit, auront été condamnés à plus de six mois d'emprisonnement.

Art. 25. Toute condamnation correctionnelle à plus de quinze jours d'emprisonnement rendra celui qui en a été l'objet incapable d'être assesseur pendant deux ans, à partir du moment où la peine aura été subie.

Art. 26. Les empêchements résultant pour les juges, à raison de leur parenté ou de leur alliance, soit entre eux, soit entre eux et les accusés ou la partie civile, sont applicables aux assesseurs soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

Art. 27. Nul ne peut être assesseur dans la même affaire où il a

été officier du police judiciaire, témoin, interprète, expert en partie.

Art. 28. Il sera dans son audience les assesseurs devant être tirés au sort dans des séances distinctes, et la dernière quinzaine de décembre, pour servir à partir du 1^{er} janvier suivant.

Les membres qui la composent l'année précédente pourront être désignés de nouveau.

La liste sera toujours tenue au complet.

Art. 29. Le jour du tirage au sort des assesseurs sera fixé par ordonnance du président du tribunal supérieur, la veille du tirage au plus tard ; cette ordonnance et la liste des nommés seront notifiées à l'assemblée.

Art. 30. Le tirage se fera à la chambre du conseil, par le président, en présence du ministre public, de l'accusé et de son défenseur.

Art. 31. L'accusé, présumé, ou son défenseur, et le procureur impérial pourront exercer chacun deux récusations présumées.

Art. 32. Si à plusieurs accusés, il pourra se concevoir pour exercer leurs récusations, sans pouvoir, en aucun cas, excéder le nombre fixé par l'article précédent.

Art. 33. Lorsqu'il y aura plusieurs accusés, qui seront point concertés le sort réglera leur rang dans lequel ils feront leurs récusations.

Art. 34. Procès-verbal du tirage sera dressé par le greffier, et signé du magistrat qui aura présidé sa tirage.

Extrait de ce procès-verbal, en ce qui concerne chacun des notables désignés par le sort, lui sera notifié dans les vingt-quatre heures. La notification contiendra nomination de sa trouvez aux jours, lieux et heures indiqués dans l'ordonnance du président pour le jugement de l'affaire.

Art. 35. Si la date fixe, les assesseurs ou l'un d'eux n'avaient pas assisté à la notification, il sera pourvu à leur remplacement.

Art. 36. Le ministre public et l'accusé pourront, s'ils se sont également précédemment exercé, exercer le droit de récusation déterminé par l'article 31.

Toutefois, les récusations s'arrêteront lorsqu'il ne restera plus que cinq nommés dans l'assemblée.

Art. 37. Les assesseurs qui manqueront à leur service, sans excuses légitimes, seront condamnés à une amende de deux cents francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Si l'absence est due à une cause de force majeure, l'amende sera de cinq francs au moins et de mille francs au plus ; et il pourra en outre, être exclue de la liste des notables.

Art. 38. Les excuses seront approuvées, et, le cas échéant, les condamnations prononcées par le président et les deux juges.

Art. 39. Le président fera prêter à chaque assesseur apposé à signer le serment formulé dans l'article 312 du Code d'Instruction criminelle colonial.

CHAPITRE VI.

DU MINISTÈRE PUBLIC.

Art. 40. Un officier ou fonctionnaire par nous désigné remplira les fonctions de ministre public près des tribunaux de première instance et d'appel du Protectorat.

Il pourra lui être adjoint un substitut.

CHAPITRE VII.

DE LA PROCÉDURE.

Art. 41. La forme de procéder en matière civile et commerciale devant les tribunaux du Protectorat sera celle qui est suivie en France devant les tribunaux de commerce.

Pour les affaires qui, dans leur nature, sont soumises aux préliminaires de conciliation, les parties devront, au préalable, se conformer aux Titres I^e et II^e Livre II du Code de Procédure civile.

Art. 42. Le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires en matière civile et commerciale sera de deux mois, à partie de la signification à personne ou au domicile réel ou d'élection.

Ce délai sera augmenté à raison des distances dans les conditions déterminées par l'article 6.

A l'égard des incapables, ce délai ne courra que par la signification à personne ou domicile de ceux qui sont chargés de l'exercice de leurs droits.

Si aucun cas, l'appel ne sera reçu ni contre les jugements par défaut, ni contre les jugements interlocutoires avant le jugement définitif.

Art. 43. En matière correctionnelle ou de simple police, le tribunal sera saisi par le ministère public, soit qu'il y sit ou qu'il n'y sit pas en instruction préalable, ou directement par la citation donnée au prévieux à la requête de la partie civile.

S'il y a une instruction, le juge remettra les pièces au procureur impérial, qui donnera suite à l'affaire et saisira, s'il y a lieu, le tribunal correctionnel.

Art. 44. En toutes matières, le procureur impérial, ou le juge, s'il y a instruction, pourra autoriser la mise en liberté provisoire, avec ou sans caution. Il pourra admettre, comme cautionnement suffisant, sans qu'il soit besoin de dépôts de deniers ou autres justifications et garanties, la soumission écrite de toute tierce personne jugée suvable, portant engagement de présenter ou faire représenter le prévenu à toute réquisition de la justice, ou, à défaut, de verser au trésor, à titre d'amende, une somme déterminée dans l'acte de cautionnement.

Art. 45. En matière criminelle, aussitôt que l'information sera terminée, le juge remettra, avec les pièces de la procédure, son ordonnance au procureur impérial, qui, s'il y a lieu de traduire l'accusé devant le tribunal criminel, dressera dans les trois jours l'acte d'accusation, et demandera au président l'indication d'un jour pour l'ouverture des débats. L'ordonnance du juge et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé, ainsi que toutes les pièces de la procédure seront communiquées sur sa demande.

Le tribunal ne pourra pas retenir que cinq mois après la signification faitte à l'accusé.

Art. 46. La forme de procéder devant le tribunal supérieur sera :
matière criminelle, celle déterminée par les articles 267, 268, 269 (1^e et 2^e), 270, 294, 302, 304, 305, 307, 308, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321 (1^e et 2^e), 322 (1^e et 2^e), 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 353, 354, 355 (2^e 1, 2 et 3), 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 372, 376, 377, 378 et 379 du Code d'Instruction Criminelle colonial, du 12 octobre 1828.

La Cour et le procès en matière correctionnelle, ainsi que les juges de l'instruction et de l'appel, seront ceux régis par les dispositions du Code d'instruction criminelle métropolitaine relatives à la procédure dans les tribunaux correctionnels.

La cause sera codée en matière de simple police sera réglé par les sections 2^e et 3^e du chapitre 1^{er}, Titre 1^{er} du Livre II du Code d'Instruction criminelle métropolitaine.

Art. 37. Les jugements du tribunal criminel ne sont susceptibles que d'appel en grève, avec succès préalable.

Le succès sera accordé par le Commandant Commissaire impérial. Le droit de faire grâce n'appartient qu'à l'Empereur, seul les cas déterminés par l'article 11 de l'ordonnance du 14 décembre 1865, pour lesquels la Reine des îles de la Société s'est réservé ce droit de faire grâce.

Art. 48. Nul jugement portant condamnation à la peine de mort ne pourra être exécuté sans notre autorisation formelle et écrite.

Art. 49. Les fonctions d'huissier seront remplies par des agents de la force publique désignés par nous, sur la présentation du Chef du service judiciaire.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS RÉVÉRÉES.

Art. 50. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 51. L'ordonnateur Chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager*, inséré au *Bulletin officiel* des Etablissements, enregistré partout où besoin sera, et exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1866.

Papeete, le 27 décembre 1865.

C^o de la RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire impérial :

L'ordonnateur Chef du service judiciaire,

T. NEARY.

POMARE IV, Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire impérial :

Vu l'ordonnance du 14 décembre 1865,

ORDONNENT :

La Haute-Cour taïtienne se composera à l'avenir de douze juges. Sont maintenus membres de ladite Cour :

S. A. R. ARUAFAAITE à Hirô,
METIARAO à Paoasi,
MANAHANU à Mpi,
MOONOUN à Tepepa,
MOTUAI à Taipapua,
TAAMATO à Maui,
Ote à Pifao,
TERITAHU à Uvea.

Sont nommés :

HOUAT à Maopi,
AITO à Otoore,
TRATOIRO à Pauhi,
APO à Tuatapua.

Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance, qui sera publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 23 décembre 1865.

POMARE.

Le Commandant des Etablissements français de l'Océanie,
Commissaire impérial aux îles de la Société,

C^o de la RONCIÈRE.

POMARE IV, te Ari'i vahine no te manu fenua Totaitea e te su mai e te Tomana te Auvahe o te Empereur,
I te hio raa i te fusu raa manu no 14 no titema 1865,

TE FAUAE NEI :

Ia hoe ahuru ma piti ae haava i roto i te haava ras rahi Tahiti i te manu anotau i manu nei.

Te manu hia nei i roto i taaa havae raa ra :

T. T. Ari'i ARUAFAAITE à Hirô,
METIARAO à Paoasi,
MANAHANU à Mpi,
MOONOUN à Tepepa,
MATATAI à Taipapua,
TAAMATO à Maui,
Ote à Pifao,
TERITAHU à Uvea.

Te fakitoroa anae hia nei noi :

HOUAT à Maopi,
AITO à Otoore,
TRATOIRO à Pauhi,
APO à Tuatapua.

Te fakitoroa anae hia nei e i val fakoré bia te manu hanapoo raa 'tou te ore e au mai i teieni fakoré manu te fakite hia nei roto i te Vee, e te meci hia nei roto i te puta hanapoo raa para a te Hia o i te fakoré nei.

Papeete, le 23 titema 1865.

POMARE.

Te Tomana no te manu fenua farani i Océanie, te Auvahe o te Empereur i te manu fenua Totaitea,

C^o de la RONCIÈRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire impérial aux îles de la Société,

Vu l'ordonnance du 14 décembre 1865;

Vu l'arrêté en date du 27 décembre 1865, portant organisation de la justice dans les Etats du Protectorat;

Sur la proposition de l'ordonnateur Chef du service judiciaire et l'avise du Conseil d'administration,

Décretons :

Art. 1^{er}. Le tribunal supérieur sera composé de :

MM. L'ORDONNATEUR, Chef du service judiciaire, président ;
CHAUVE, capitaine directeur d'artillerie, juge.

BONNET, Secrétaire général,

Art. 2. MM. L'ORDONNATEUR, ancien juge aux tribunaux de Papeete, remplira les fonctions de juge impérial au tribunal de 1^{re} instance ;
M. JACOBOT, lieutenant d'artillerie, remplira les fonctions de lieutenant de juge ;

Art. 3. M. THOMAS, capitaine du génie, remplira les fonctions de procureur impérial ;

M. PARATOU, lieutenant de vaisseau, remplira les fonctions de substitut du procureur impérial.

Art. 4. M. IRAS, sous-lieutenant d'infanterie de marine, remplira les fonctions de juge à Taravao.

Art. 5. L'ordonnateur Chef du service judiciaire est chargé de l'execution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, sera publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 27 décembre 1865.

C^o de la RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire impérial :

L'ordonnateur Chef du service judiciaire,

Signd : T. NEARY.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire impérial aux îles de la Société, Vu l'article 2^o de l'arrêté du 27 décembre 1865, portant organisation du service judiciaire.

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et l'avise du Conseil d'administration,

Art. 1^{er}. À voire notaire et attester :

Le 27 décembre 1865, sur laquelle les accusateurs du tribunal supérieur doivent être tirés au sort sera composée comme suit, pour servir du 1^{er} janvier au 31 décembre 1865 :

MM. ARAMA, adjoint ;

BASSETTE, lieutenant d'infanterie de marine ;

BONVILLE, garde de gendarmerie ;

BONNET, propriétaire ;

BOUTE, commis à marins ;

BOUTE, garde des caisses indigènes ;

CAVALIER, garde d'artillerie de marine ;

DRILLIER, commerçant ;

FACOMBRA, vérificateur de l'enregistrement ;

GROGER, commerçant ;

HITOTTI, chef du district de Tairai ;

HOT, négociant ;

LAHANAHASSE (Joseph), négociant ;

LAIA, propriétaire ;

MANNON, 3^e ;

MARY, lieutenant d'artillerie de marine ;

PATER, capitaine d'infanterie de marine ;

PENTER, commerçant ;

ROBERTSON, pharmacien ;

ROBIN, propriétaire ;

SALMON, 4^e ;

SCOTT, négociant ;

SOYV (T.), chef de l'imprimerie ;

TASTANI-TARAFIA, chef du district d'Aitamaha ;

TAYLOR, négociant ;

THUNOT, négociant ;

WILKINS, 4^e ;

Art. 2. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 27 décembre 1865.

C^o de la RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire impérial :

L'ordonnateur,

Signd : T. NEARY.

PARTIE NON OFFICIELLE.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR.

Service des Contributions — Poste aux lettres.

Le trois-mâts le Protecteur *Joute*, de la maison J. Brander, est entré mardi, 26 du courant, dans notre port, avec les dépêches d'Europe et les réponses aux correspondances de Taiti du 5 juillet et du 3 août.

Les dernières nouvelles de France portent la date du 31 octobre. Les transports à voiles de la marine impériale *Eurodale* et *Chevret*, et le brig-gölette du Protecteur *Jameas*, sont en cours de voyage pour servir de relais au *Joute*.

L'ordre de paix du Papeete le 4 septembre 1865, est arrivé à Valparaiso le 9 octobre. Les dépêches ont été remises au paquebot britannique partant du Chili le 16 du même mois.

L'*Jolie*, parti de Valparaiso le 10 juillet de son arrivée, a fait escale le 21 novembre au Callao, où il est resté jusqu'au 24. Il est arrivé à Payta le 30 suivant, et a quitté ce port le 2 décembre.

Du 1^{er} au 5 janvier 1866, le courrier mensuel sera fait par un navire de la maison J. Brander.

Service des Contributions directes.

Les contribuables qui n'ont point encore acquitté les termes échus de leurs contributions pour les années 1864 et 1865 sont invités à les faire immédiatement, faute de quoi ils seront rigoureusement poursuivis conformément à l'arrêté du 27 décembre 1861.

Ohipa auauau ran mou.

Te fakite hia 'tu ne i te faka e sora e i te patu ratou manu auauau ran mou na matabiti 1864 e te 1865, e o bauei mai ratou e auauau hanapeepi manu i taaa havae raa rahi Tahiti ; te ore i na reira ea fakate unaia hia i te fakute raa no te 12 no titema 1861 i na ratou.

SECRETARIAT GÉNÉRAL.

Service de l'Imprimerie.

Le 2^o volume de la Rédition du *Bulletin officiel*, embrassant la période de 1850-52, a été déposé aujourd'hui au bureau de la poste.

(Voir SUPPLEMENT, pp. 211 et 212.)

ANNONCES ET AVIS DIERS.

En vente au bureau de la Poste :

CALENDRIER DE TAHITI POUR L'AN 1866.

15 francs. — En feuille, 30 p. — Cartonné, 1.1. 30 c.

CALENDRIER PROVENANT DE L'UNIVERSITE, à 900 francs.

calendrier de haute qualité et à très-bon marché. Chez

WILKENS.

VENDRE, PROVENANT DU BRÉSIL, A UN BON MARCHÉ :

- 10 caisses Oignons (superficie 100 francs);
- 5 — Choux allongés (qualité 1);
- 10 — Poissons séchés (qualité 1);
- 10 — Chamberlin et Bourgogne;
- 10 — Liqueurs assorties;
- 10 — Boîtes de Knoblauch;
- 10 — Boîtes de Kermel;
- 10 — Huîtres;
- 5 — Conserves anglaises;
- 10 — Indes et roses;
- 2 — Peiges en canichette assortis;
- 125 deniers Savon de Liverpool;
- 50 pièces Muscatellines brodées;
- 10 — Tartarines.

285-3 déc-1

Chez

WILKENS.

VENTE AUX ENCHÈRES

sans réserve.

Mardi prochain 2 Janvier, à midi, M. le Vendeur aux enchères, dans le magasin de M. J. Bander, vise-vise le marché, le chargement entier de la goélette anglaise W. H. Deon, consistant en :

Bière, Vermouth, Provisions, Marchandises sèches, Quincaillerie, Genièvre, Eau-de-vie;

Enfin tout le chargement, sans avoir été ouvert au public.

VENTE OU LOCATION DE TERRES.— HOU RAA E TE TARAU RAA FENUA.

L'indigène Faia Uera à Puna est dans l'intention de vendre à M. W. Stewart la terre Teasimou, située dans le district de Papara, et inscrite sous le n° 748.

L'indigène Buremo à Puna est dans l'intention de vendre à M. W. Stewart la terre Tafūpō, située dans le district de Papara, et inscrite sous le n° 1039.

Le prince Ariane Pomare à Puna est dans l'intention de louer à M. W. Stewart la terre Terro, située dans le district de Papara, et inscrite sous le n° 8071.

L'indigène Tupuna à Motob est dans l'intention de vendre à M. W. Stewart les terres Tuan, Tafūpō, Tepioiro et Teafarau, avec toutes les petites valles qui sont dedans, sont situées dans le district d'Atuona, et inscrites sous les n° 1042, 1046, 1048 et 1054.

L'indigène Teahuitai Tametua à Hapare est dans l'intention de vendre à M. W. Stewart les terres Teau, Teatua et Mono, situées dans le district de Mataiea, et inscrites sous les numéros 161 et 183.

L'indigène Tamatiore à Tani est dans l'intention de vendre à Paris à Houa la terre Adrari, située dans le district de Pare, et inscrite sous le n° 18.

CAISSE AGRICOLE. — LES INDIGÈNES DONT LES NOMS suivent sont dans l'intention de vendre à la Caisse agricole les terres ci-après :

District de Makina.

NOM DES TERRES.	NOM DES PROPRIÉTAIRES.	NUMÉROS de l'enregistrement.
Huahusalearu	Teura Miser Tabarara.	377
Huahatearau	Moatasta a Pohé Tabarara.	377
Huahisalearu	Tabarara, Haapuna Terro.	377
Ameo	Moatasta a Pohé Tabarara.	378
Amoe	Tabarara, Haapuna Terro.	378
Telotane	Teura Maere Tabarara.	380
Mitimitahaua	Moatasta Pohé a Tabarara.	379
Teturu	Amatalihapo a Tefana.	381
Teturu	Maitea a Paromo.	382
Haumahia	Teura a Tefana.	199
Haumahia	Vava a Maihopo a Uao.	199
Haumahia	Maitea a Paromo a Uao.	199
Tehouomote	Maitea a Paromo.	236
District de Pape.		
Vaihi	Arion Arce.	915
Maipapa	Tehoofa.	934
District de Punaauia.		
Marso	Teari a Tapiho.	359

L'indigène Teke a Arahurahu

est dans l'intention de vendre à

M. Thomas les terres Tapatepi et Tia-

ractefet, sites dans le district de Pare, et

et inscrites sous les n° 621 et 610.

L'indigène Areo a Tepepo-

harau est dans l'intention de ven-

dre à M. Thomas la terre Tejido, dans le district de Pare, et inscrite sous le n° 632.

L'indigène Tarihi a Apui et

dans l'intention de vendre à M.

G. G. Goolding la terre Farekohoro,

sites dans le district de Pare, et

et inscrites sous le n° 624.

L'indigène Tera a Manfene

est dans l'intention de vendre à

M. G. G. Goolding le partie de la terre

Oregia, sites dans le district de Pare, et

et inscrites sous le n° 616, sites à Man-

fene, sous le n° 619.

L'indigène Henn Tiavarau a

Pean est dans l'intention de vendre à

M. G. G. Goolding le terrains Te-

mimo, Tezaro, Tezakau, Tezamoa et

Apura, sites dans le district de Pare, et

et inscrites sous les n° 614, 615, 616,

617 et 619.

L'indigène Etaria a Manfene

est dans l'intention de vendre à

M. G. G. Goolding le partie de la terre

Oregia, sites dans le district de Pare, et

et inscrites sous le n° 601, au nom de

Henn Tiavarau, décédé.

L'indigène Tamatiore a Tani

est dans l'intention de vendre à

M. G. G. Goolding la terre Fareure,

sites dans le district de Pare, et inscrite

sous le n° 19.

L'indigène Hote Rebo a Man-

neau est dans l'intention de vendre à

M. G. G. Goolding la terre Heidiferu,

sites dans le district de Pare, et inscrite

au nom de son frère Tashoo Rebo a

Manone, sous le n° 628.

L'indigène Faia Uera à Ta

ra est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart la terre Teasimou,

sites dans le district de Papara, et

et inscrites sous le n° 748.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Tuan,

Tafūpō, Tepioiro et Teafarau,

avec toutes les petites valles qui

sont dedans, sont situées dans le

district d'Atuona, et inscrites sous les

n° 1042, 1046, 1048 et 1054.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Tamatiore à Tani

est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart la terre Adrari, située

dans le district de Pare, et inscrite

sous le n° 18.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

L'indigène Teahuitai Tametua à

Hapare est dans l'intention de vendre à

M. W. Stewart les terres Teau,

Teatua et Mono, situées dans le

district de Mataiea, et inscrites sous les

n° 161 et 183.

CALENDRIER DE TAHITI POUR 1866.

JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
1 ^e Concorde.....	1 ^e à Ignace	1 ^e à Ambon, écr.	1 ^e à Paques	1 ^e à Philibert	1 ^e à Pamphilie	1 ^e à Sophie	1 ^e à Grégoire	1 ^e à Reny, évêq.	1 ^e à TOUSSAINT	1 ^e à Elie, évêque	
2 ^e M ^e à Basse, écr.	2 ^e V ^e PAPORONAT	2 ^e à Simplex	2 ^e à François de P ^r	2 ^e à Athanase	2 ^e à Clément	2 ^e à Eustache	2 ^e à Auguste	2 ^e V ^e TRIPASSAIS	2 ^e à D ^r Aver		
3 ^e M ^e à Génératio.	3 ^e à Basse	3 ^e à Félix	3 ^e à Jean-Baptiste	3 ^e à Sébastien	3 ^e à Oysal, evq.	3 ^e à Dominique	3 ^e à Jeanne	3 ^e à François d'A.	3 ^e à Charles De		
4 ^e V ^e à Antioche	4 ^e à Océan	4 ^e à Agathe	4 ^e à Vincenç	4 ^e à Zoé, mort	4 ^e à Desiré	4 ^e à Sophie	4 ^e à Rosalie	4 ^e à Marie	4 ^e à Pierre		
5 ^e S ^e Esprance	5 ^e à Esprance	5 ^e à Vaast, écr.	5 ^e à Colombe	5 ^e à Jean F.-L.	5 ^e à Claude, évêq.	5 ^e à Cyriaque	5 ^e à Berthe, p.	5 ^e à Sabine, abbesse	5 ^e à Ernest		
6 ^e D ^r à Pétramine	6 ^e à Pétramine	6 ^e à Jean de M.	6 ^e à Jean de Dieu	6 ^e à Odile	6 ^e à Justine, mort	6 ^e à Jeanne	6 ^e à Brigitte	6 ^e à Paul, vesc.	6 ^e à Farz, vesc.		
7 ^e L ^e à Lourdes	7 ^e à Lourdes	7 ^e à Jean de M.	7 ^e à Jean de Dieu	7 ^e à Odile	7 ^e à Môford	7 ^e à Sophie	7 ^e à Geneviève	7 ^e à Georges	7 ^e à Léonie de		
8 ^e M ^e à Pierre, écr.	8 ^e à Pierre, écr.	8 ^e à Apolline	8 ^e à Françoise	8 ^e à Grégoire N	8 ^e à Policien	8 ^e à Violaine	8 ^e à Marie	8 ^e à Jeanne	8 ^e à Véronique		
9 ^e S ^e à Paul, écruté	9 ^e à Paul, écruté	9 ^e à Sébastien	9 ^e à Léon, pape	9 ^e à Mamert	9 ^e à Barlaud	9 ^e à Suzanne	9 ^e à Nicanor	9 ^e à Damase	9 ^e à Valery		
10 ^e D ^r à Quimper	10 ^e à Quimper	10 ^e à Eustache	10 ^e à Léon, pape	10 ^e à Mamert	10 ^e à Jules	10 ^e à Hyacinthe	10 ^e à Nicanor	10 ^e à Jeanne	10 ^e à Véronique		
11 ^e V ^e à Arcado, m.	11 ^e à Arcado, m.	11 ^e à Léon	11 ^e à Eustache	11 ^e à Epiphane	11 ^e à Pachon	11 ^e à Guibert	11 ^e à Isidore	11 ^e à Sébastien	11 ^e à Théophile		
12 ^e S ^e à Baix, de J.-C.	12 ^e à Baix, de J.-C.	12 ^e à Léon	12 ^e à Eustache	12 ^e à Tibourel	12 ^e à Pachon	12 ^e à Pachon	12 ^e à Etienne	12 ^e à Sébastien	12 ^e à Théophile		
13 ^e L ^e à Maur, abb.	13 ^e à Maur, abb.	13 ^e à Faustin	13 ^e à Zacharie	13 ^e à Pachon	13 ^e à Gui	13 ^e à Bouraventure	13 ^e à Etienne	13 ^e à Sébastien	13 ^e à Théophile		
14 ^e M ^e à Guilleminot	14 ^e à Guilleminot	14 ^e à Faustin	14 ^e à Zacharie	14 ^e à Pachon	14 ^e à Gui	14 ^e à Bouraventure	14 ^e à Etienne	14 ^e à Sébastien	14 ^e à Théophile		
15 ^f J ^e à Ch. Pierrat, b.	15 ^f à Ch. Pierrat, b.	15 ^f à Guilleminot	15 ^f à Faustin	15 ^f à Pachon	15 ^f à Gui	15 ^f à Bouraventure	15 ^f à Etienne	15 ^f à Sébastien	15 ^f à Théophile		
16 ^g J ^e à Ch. Pierrat, b.	16 ^g à Ch. Pierrat, b.	16 ^g à Guilleminot	16 ^g à Faustin	16 ^g à Pachon	16 ^g à Gui	16 ^g à Bouraventure	16 ^g à Etienne	16 ^g à Sébastien	16 ^g à Théophile		
17 ^h V ^e à Suljice, écr.	17 ^h à Suljice, écr.	17 ^h à Guilleminot	17 ^h à Faustin	17 ^h à Pachon	17 ^h à Gui	17 ^h à Bouraventure	17 ^h à Etienne	17 ^h à Sébastien	17 ^h à Théophile		
18 ⁱ V ^e à Suljice, écr.	18 ⁱ à Suljice, écr.	18 ⁱ à Guilleminot	18 ⁱ à Faustin	18 ⁱ à Pachon	18 ⁱ à Gui	18 ⁱ à Bouraventure	18 ⁱ à Etienne	18 ⁱ à Sébastien	18 ⁱ à Théophile		
19 ^j S ^e à Schéhérazade	19 ^j à Schéhérazade	19 ^j à Guilleminot	19 ^j à Faustin	19 ^j à Pachon	19 ^j à Gui	19 ^j à Bouraventure	19 ^j à Etienne	19 ^j à Sébastien	19 ^j à Théophile		
20 ^k L ^e à Vincent	20 ^k à Vincent	20 ^k à Guilleminot	20 ^k à Faustin	20 ^k à Pachon	20 ^k à Gui	20 ^k à Bouraventure	20 ^k à Etienne	20 ^k à Sébastien	20 ^k à Théophile		
21 ^l S ^e à Alphonse	21 ^l à Alphonse	21 ^l à Guilleminot	21 ^l à Faustin	21 ^l à Pachon	21 ^l à Gui	21 ^l à Bouraventure	21 ^l à Etienne	21 ^l à Sébastien	21 ^l à Théophile		
22 ^m L ^e à Gaudin, écr.	22 ^m à Gaudin, écr.	22 ^m à Guilleminot	22 ^m à Faustin	22 ^m à Pachon	22 ^m à Gui	22 ^m à Bouraventure	22 ^m à Etienne	22 ^m à Sébastien	22 ^m à Théophile		
23 ⁿ J ^e à Gaudin, écr.	23 ⁿ à Gaudin, écr.	23 ⁿ à Guilleminot	23 ⁿ à Faustin	23 ⁿ à Pachon	23 ⁿ à Gui	23 ⁿ à Bouraventure	23 ⁿ à Etienne	23 ⁿ à Sébastien	23 ⁿ à Théophile		
24 ^o J ^e à Gaudin, écr.	24 ^o à Gaudin, écr.	24 ^o à Guilleminot	24 ^o à Faustin	24 ^o à Pachon	24 ^o à Gui	24 ^o à Bouraventure	24 ^o à Etienne	24 ^o à Sébastien	24 ^o à Théophile		
25 ^p J ^e à Gaudin, écr.	25 ^p à Gaudin, écr.	25 ^p à Guilleminot	25 ^p à Faustin	25 ^p à Pachon	25 ^p à Gui	25 ^p à Bouraventure	25 ^p à Etienne	25 ^p à Sébastien	25 ^p à Théophile		
26 ^q D ^r à Servattac	26 ^q à Servattac	26 ^q à Guilleminot	26 ^q à Faustin	26 ^q à Pachon	26 ^q à Gui	26 ^q à Bouraventure	26 ^q à Etienne	26 ^q à Sébastien	26 ^q à Théophile		
27 ^r L ^e à Constance	27 ^r à Constance	27 ^r à Guilleminot	27 ^r à Faustin	27 ^r à Pachon	27 ^r à Gui	27 ^r à Bouraventure	27 ^r à Etienne	27 ^r à Sébastien	27 ^r à Théophile		
28 ^s V ^e à Marcelle	28 ^s à Marcelle	28 ^s à Guilleminot	28 ^s à Faustin	28 ^s à Pachon	28 ^s à Gui	28 ^s à Bouraventure	28 ^s à Etienne	28 ^s à Sébastien	28 ^s à Théophile		
29 ^t V ^e à Marcelle	29 ^t à Marcelle	29 ^t à Guilleminot	29 ^t à Faustin	29 ^t à Pachon	29 ^t à Gui	29 ^t à Bouraventure	29 ^t à Etienne	29 ^t à Sébastien	29 ^t à Théophile		
30 ^u V ^e à Marcelle	30 ^u à Marcelle	30 ^u à Guilleminot	30 ^u à Faustin	30 ^u à Pachon	30 ^u à Gui	30 ^u à Bouraventure	30 ^u à Etienne	30 ^u à Sébastien	30 ^u à Théophile		
31 ^v F ^e à Marcelle	31 ^v à Marcelle	31 ^v à Guilleminot	31 ^v à Faustin	31 ^v à Pachon	31 ^v à Gui	31 ^v à Bouraventure	31 ^v à Etienne	31 ^v à Sébastien	31 ^v à Théophile		

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE,
8^e place Vendôme, Paris.

PAQUEBOTS-POSTE FRANÇAIS.

1^e ligne de N^e-NAZARÉ à LA VERA CRUZ (Mexique),
AVEZ ESCALE À SANTA-MARIA ET À LA HAVANE.

Nécessite billets.

De N^e-Nazaré pour le Pérou..... 14 10
De N^e-Nazaré pour le Mexique..... 14 10
De la Havane pour le Pérou..... 20 10
De la Havane pour le Mexique..... 20 10

2^e ligne de N^e-NAZARÉ à ASPINWALL (Porte du Panama),
AVEZ ESCALE À PONT-DE-FRANCE ET À SANTA-MARIA.

Nécessite billets.

De N^e-Nazaré pour le Pérou..... 14 10
De N^e-Nazaré pour le Mexique..... 14 10
De Pont-de-France pour le Pérou..... 20 10
De Pont-de-France pour le Mexique..... 20 10

PRÉS DES PLACES

De N ^e -NAZARÉ et vice versa	1 ^{re} CLASSE Océan	2 ^e CLASSE Océan	3 ^e CLASSE Océan
1 à 3 semaines.	950	925	500
4 à 6 semaines.	1.000	950	550
7 à 9 semaines.	950	925	500
10 à 12 semaines.	1.100	950	500
13 à 15 semaines.	1.100	950	500
16 à 18 semaines.	1.100	950	500
19 à 21 semaines.	1.100	950	500
22 à 24 semaines.	1.100	950	500
25 à 27 semaines.	1.100	950	500
28 à 30 semaines.	1.100	950	500

Correspondance avec l'Amérique du Sud.

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

Correspondance avec les paquebots de la "Steam Ship Company".

</div